



FEDERATION FRANÇAISE DE BALL TRAP ET DE TIR A BALLE

14, rue Avaulée 92240 MALAKOFF - Tel 01.41.41.05.05 - Fax 01.41.41.02.00

Email : secretariat@ffbt.asso.fr – internet: www.ffbt.asso.fr

Siret 34995832200035



INSTALLATION TEMPORAIRE DE BALL-TRAP FORMULAIRE DE DEMANDE

OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES

Code du sport : articles, L331-1, L322-2, L322-5, A322-142 à A322-146

Ce formulaire doit être déposé en double exemplaires accompagné d'un chèque de quinze euros pour les frais administratifs, et d'une enveloppe retour correctement affranchie **un mois avant la date prévue** de la manifestation, au responsable local de la Fédération Française de Ball-trap (voir coordonnées sur le site : www.ffbt.asso.fr)

Un exemplaire vous sera retourné mentionnant l'avis de la FFBT. Vous devrez remettre une copie de cet exemplaire au Maire de la commune concernée et à la Préfecture qui vous délivrera un récépissé.

Nota : le présent formulaire ne concerne pas les associations sportives affiliées à la Fédération Française de Ball-trap qui sont déclarées comme établissement permanents.

Département

Commune du lieu de la manifestation

Date prévue

Horaires

Désignation de l'emplacement retenu :

NOM et Prénom de l'organisateur :

Ou du responsable de l'association :

Domicile de l'organisateur ou du responsable : n° : rue :

Code postal : Ville :

☎ : @ :

Les déclarants, pour satisfaire aux obligations légales et réglementaires relatives aux assurances Responsabilité Civile et aux mesures de sécurité doivent impérativement compléter les pages de 1 à 3.

Article L331-5 du code du sport

Toute personne physique ou morale de droit privé, autre que les fédérations sportives, qui organise une manifestation ouverte aux licenciés d'une discipline qui a fait l'objet d'une délégation de pouvoir conformément à l'article L.131-14 et donnant lieu à remise de prix en argent ou en nature dont la valeur excède un montant fixé par arrêté du ministre chargé des sports, doit obtenir l'autorisation de la fédération délégataire concernée.

Article L331-6 du code du sport

Le fait d'organiser une manifestation sportive dans les conditions prévues à l'article L331-5 sans l'autorisation de la fédération est puni de 15000€ d'amende.

I - BALL-TRAP DONNANT LIEU A UNE REMISE DES PRIX

Toute manifestation de ball-trap donnant lieu à des remises de prix dont la valeur globale cumulée excède un montant de 3 000 € et qui n'est pas interdit aux licenciés FFBT (*article L331-1 du code du sport, décret du 23 juin 2003 NOR : SPRK03700937A*) doit obtenir l'autorisation du Comité Régional compétent géographiquement (de 3000 € à 6000 €) ou de la FFBT (si supérieur à 6000 €).

L'organisateur déclare que la manifestation n'est pas soumise à l'agrément de la Fédération Française de Ball-trap, le montant total des prix n'excédant pas 3000 €. **(1)**

L'organisateur déclare qu'il est détenteur de l'agrément préalable de la Fédération Française de Ball-trap en date du **(1)**

Joindre l'attestation.

P.J.

(1) *Rayer la mention inutile*

II - MESURES DE SECURITE

A joindre **obligatoirement** :

1°) plan de situation au 1/10 000 ou extrait d'une carte géographique à l'échelle.

P.J.

2°) un croquis coté indiquant la situation des appareils de lancement, l'orientation des tirs, Les voies d'accès, les protections prévues et l'emplacement réservé au public (à l'échelle 1/5000).

P.J.

Information des services de l'Etat (article A. 322-143 code du sport et arrêté du 26 mai 2016) :

Un exemplaire du plan de situation et du plan détaillé ainsi qu'un courrier reprenant le nom et adresse de l'organisateur, le lieu exact et les dates et horaires de la manifestation doivent être envoyés au Préfet de département 15 jours minimum avant la date prévue. A réception, les services de l'Etat doivent délivrer un récépissé à l'organisateur. (Voir courrier de la Directrice des sports en Annexe)

3°) l'autorisation du propriétaire du terrain.

P.J.

4°) l'attestation d'assurance RC organisateur

P.J.

L'organisateur s'engage à respecter les règlements techniques de la Fédération Française de Ball-Trap et à afficher les prescriptions de sécurité prévues par l'article A 322-145 du Code du Sport.

Avis du responsable local de la Fédération Française de Ball-Trap.

* Avis Favorable sous réserve du respect scrupuleux sur le terrain des implantations figurant sur le croquis joint et des engagements pris.

* Avis défavorable :

Le :

Le responsable local de la FFBT

(*) *Rayer la formule inutile*

Preuve de de dépôt en Mairie

Le :
Le Maire :

A) RESPONSABILITE CIVILE DE L'ORGANISATEUR

L'organisateur **déclare** avoir souscrit une police d'assurance garantissant sa **responsabilité civile** à l'égard des tiers contre les risques encourus de son fait par lui-même, ses préposés, le public et les pratiquants.

- *Assurance de la FFBT souscrite auprès de la compagnie GENERALI par l'intermédiaire d'AON France sous le N° AL 731384 (voir page 5)
- *Autre attestation d'assurance (à joindre) **P.J.**

* Rayer la mention inutile

B) RESPONSABILITE CIVILE DES PRATIQUANTS

L'organisateur s'engage, **sous sa responsabilité**, à délivrer une assurance loisir de la FFBT à tous les participants non licenciés FFBT.

L'organisateur s'engage, **sous sa responsabilité**, à vérifier pour chaque participant que celui-ci est bien titulaire d'une assurance individuelle couvrant **les activités de ball-trap**. En l'absence de mention de cette garantie, il devra obligatoirement délivrer une assurance loisir de la FFBT aux participants non licenciés FFBT.
Dans ce cas, l'organisateur ne pourra pas bénéficier de l'assurance responsabilité civile organisateur de la FFBT.

L'organisateur a souscrit une police d'assurance garantissant tous les participants considérés comme tiers entre eux. **P.J.**

Cocher l'option retenue

Article L321-1

« Les associations, les sociétés et les fédérations sportives souscrivent pour l'exercice de leur activité des garanties d'assurance couvrant leur responsabilité civile, celle de leurs préposés salariés ou bénévoles et celle des pratiquants du sport. Les licenciés et les pratiquants sont considérés comme des tiers entre eux. »

Article L321-2

« Le fait, pour le responsable d'une association sportive, de ne pas souscrire les garanties d'assurance dans les conditions prévues à l'article L. 321-1 est puni de six mois d'emprisonnement et d'une amende de 7 500 euros. »

Article A 322-146

« Le Préfet peut s'opposer à l'ouverture ou prononcer la fermeture des établissements ou installations qui ne présentent pas les garanties de sécurité prévues par le présent arrêté après consultation éventuelle des organismes locaux représentatifs de la Fédération Française de Ball-trap.

Le Préfet peut également s'opposer à l'ouverture de tout établissement ou installation si la responsabilité civile de l'organisateur et de chacun des participants n'est pas garantie par la souscription d'une assurance pour l'ensemble des activités de tir aux armes de chasse. »

L'organisateur atteste avoir pris connaissance des règles et dispositions fédérales concernant les ball-traps temporaires.

Fait à :
Le :

Signature de l'organisateur

Croquis côté couvrant une zone d'environ 300 à 500 mètres autour de l'emplacement retenu.

Echelle environ 1/5.000 (1 cm pour 50 mètres)



FEDERATION FRANÇAISE DE BALL TRAP ET DE TIR A BALLE

14, rue Avaulée 92240 MALAKOFF - Tel 01.41.41.05.05 - Fax 01.41.41.02.00

Email : secretariat@ffbt.asso.fr – internet: www.ffbt.asso.fr

Siret 34995832200035



CARNETS D'ASSURANCES POUR BALL-TRAP TEMPORAIRE BON DE COMMANDE 2018

Je soussigné :

Demeurant : N°..... Rue :

Code postal :..... Commune :

☎ : Email :

Organisateur d'un ball-trap occasionnel le :

Sur la commune de N° Département :

Demande à la Fédération Française de Ball-Trap de me faire bénéficier de son assurance responsabilité civile organisateur souscrite auprès de la compagnie **GENERALI** par l'intermédiaire **d'AON France sous le N° AL 731384. (1)**

EN CONTRE PARTIE, je m'engage à délivrer à tous les tireurs non licenciés FFBT une attestation d'assurance individuelle journalière Responsabilité Civile fournie par la FFBT, à l'exclusion de toute autre attestation.

J'adresse ci-joint (*) :

Un chèque de 50 € représentant un carnet de 10 Assurances (à l'ordre de la FFBT et encaissable de suite)

Un chèque de CAUTION (*) de € représentant carnets de 10 assurances au prix de 50 € le carnet.

Demande à la Fédération Française de Ball-Trap de me faire bénéficier des assurances individuelles journalières Responsabilité Civile. **Je ne m'engage pas à délivrer ces titres à tous les participants non-licenciés, je ne peux prétendre à bénéficier de l'assurance responsabilité civile organisateur souscrite par la FFBT. (1)**

J'adresse ci-joint un chèque de CAUTION (*) de € représentant carnets de 10 assurances au prix de 50 € le carnet.

(1) Cocher la case correspondante

Date et signature

() Je m'engage à renvoyer au représentant local FFBT (Comité Départemental) les souches des carnets d'assurances journalières avec leur paiement dans les 15 jours qui suivent la manifestation, faute de quoi, j'autorise le Comité Départemental à encaisser le chèque de caution comme paiement, sans retour.*

REGLES DE SECURITE

Article A 322-145 du Code du Sport

Pour l'exécution des tirs et au cours des épreuves ou pendant les tirs d'entraînement ou d'essais, les pratiquants, sous la responsabilité de l'exploitant de l'établissement ou de l'installation, observent les règles de sécurité suivantes :

- **Utiliser des fusils sans les bretelles.**
- **Ne faire des essais d'épaulement du fusil fermé, même vide, que sur le pas de tir et uniquement dans la direction normale du tir.**
- **Ne se déplacer que l'arme basculée ou la culasse ouverte sans cartouche,**
- **Ne charger l'arme qu'à son tour,**
- **Ne se retourner en aucun cas vers le public, que l'arme soit ou non chargée.**
- **En cas d'interruption du tir, basculer ou ouvrir les fusils sur le pas de tir et retirer les cartouches.**

CONSIGNES D'ORGANISATION POUR BALL-TRAP TEMPORAIRE

Préambule :

Ce document a été établi à l'attention des organisateurs de ball-trap occasionnels afin qu'ils puissent en toute connaissance établir leur dossier de demande d'autorisation auprès des instances de la Fédération Française de Ball-trap et de tir à balle.

Il précise les consignes de sécurité et les règlements techniques à observer ainsi que les responsabilités et les devoirs des organisateurs en matière de gestion et de contrôle. Ce fascicule découle des règlements et des différents textes en vigueur concernant l'organisation d'activités physiques et sportives conformément aux articles L322-1 et L322-6, A322-142 à A322-146 du code du sport.

Art 1 : Coordonnées du demandeur

Le demandeur ou l'organisateur doit décliner son état civil dans toutes les demandes d'autorisation ou d'agrément qui seront faites auprès de la FFBT ou de ses représentants locaux :

- Nom, prénom, adresse personnelle, téléphone et email.
- Qualité du demandeur et s'il est responsable d'une association, société ou organisation, en préciser l'intitulé, le siège et les coordonnées (Email, adresse & téléphone).

Art 2 : Renseignements sur la manifestation

Préciser son lieu d'implantation (commune et lieu-dit), la référence cadastrale de la (ou des) parcelles (s) retenue (s) et détenir l'accord du (ou des) propriétaire (s).

Indiquer la ou les dates prévues avec les heures d'ouverture et de clôture.

Art 3 : Choix du terrain

Le ball-trap est un sport de plein air pratiqué dans un cadre naturel. Le choix du site est important puisqu'il implique le respect de l'environnement dans son acceptation la plus large.

L'implantation doit se faire en fonction des infrastructures et des éléments urbains existant à proximité. L'atténuation des nuisances sera à prendre en compte avant la décision finale.

Les installations occupent une superficie relativement faible, mais l'emprise totale sur le site est plus importante car il faut tenir compte de la distance de retombée des cibles et projectiles, sans oublier les risques de ricochets, de tirs accidentels et d'une marge de sécurité.

Le choix du terrain doit s'effectuer en considérant :

- La superficie étant elle-même fonction de l'importance des équipements et de la capacité d'accueil.
- La position par rapport aux habitations, constructions diverses, parcs d'animaux occupés et infrastructures routières. L'éloignement maximum sera privilégié en tenant compte du vent dominant à cause du bruit.

Le site de tir choisi doit englober :

- Le stand lui-même comprenant les dispositifs de lancement des cibles, les pas de tir et leur proche environnement.
- La zone de sécurité doit s'étendre sur 250 mètres dans toutes les directions des tirs sans obstacle naturel ou artificiel, y compris les écarts dus à des manœuvres accidentelles.
- Les zones annexes publiques : réception, parkings, buvette, restauration, boutiques, aires de jeux et des spectateurs.

Les ball-traps temporaires sont le plus souvent organisés en été, les terrains choisis seront pratiquement nus : les cultures vidées de leur récolte et les prairies et friches préalablement fauchés. La surface couverte par le stand et par la totalité de la zone de sécurité doit être parfaitement balisée afin d'éviter toute intrusion accidentelle.

L'orientation si elle est compatible avec l'environnement et le lieu choisi sera de préférence nord, nord-est afin d'éviter les risques de tirs accidentels par éblouissement.

Art 4 : Plans à produire

- Plan de situation à l'échelle 1/10000 (relevé cadastral par exemple, format A4) situant clairement le lieu où sera installé le stand de tir occasionnel.

- Plan de masse avec croquis coté à l'échelle 1/5000 couvrant une surface sur au moins 300 mètres latéralement et dans la direction des tirs. Il précisera :
 - Les voies d'accès au site (publiques ou privées avec autorisation)
 - Le nombre d'installations prévues et leur nature (fosse, parcours, mur de battue, lapins etc.).
 - La position et le type de tous les lanceurs avec pour les manuels la protection prévue.
 - La position des pas de tir.
 - Les trajectoires des cibles et l'orientation des tirs. Pour les fosses l'angle maximum entre l'extrême gauche et l'extrême droite sera de 45 ° de part et d'autre de l'axe central.
 - La zone de sécurité délimitée.
 - La ou les zones publiques séparées des zones de tir par des barrières à au moins 5 mètres en arrière des pas de tir.
 - L'espace réservé au stationnement qui devra être suffisant pour l'ensemble des présents. L'utilisation des bords des voies publiques est fortement déconseillée (risque d'accident).
 - La présence d'éventuelles servitudes (lignes électriques, chemins de fer, voies rurales etc.)
 - Les zones sensibles (parcs d'animaux occupés, cours d'eau etc.).
 - Les constructions habitées et celles qui ne le sont pas.
 - Les autres aménagements prévus.
 - Les obstacles naturels (forêt, falaise et talus etc.).

Art 5 : Périmètre de sécurité

Une distance de sécurité d'au minimum 250 mètres devra être respectée dans toutes les directions des tirs y compris ceux résultant d'une maladresse. A cet effet une marge latérale devra être matérialisée pour tenir compte de dérives accidentelles. Cette zone devra être matérialisée sur le terrain par des panneaux signalant la dangerosité provisoire et interdisant son accès.

Art 6 : Le stand

Le tir s'effectue sur des cibles dont les trajectoires limites ont été définies. Toute modification de trajectoire entraîne l'adaptation de la zone de sécurité.

Aucune cible ne sera lancée vers les espaces publics ou les parkings.

Tous les tirs seront effectués en présence d'un responsable de pas de tir qui veillera au respect inconditionnel des règles de sécurité et à la bienséance.

Les cibles utilisées seront biodégradables et leur couleur se détachera nettement du fond environnemental.

Le tir de nuit est interdit sauf cas particulier et exceptionnel. Dans ce cas, il ne pourra être pratiqué qu'avec l'autorisation formelle des autorités de police locales (ou le maire de la commune).

En fonction du type de tir retenu, les équipements de lancement des cibles et les pas de tir seront implantés en respectant les normes de sécurité.

L'accès aux machines sera exclusivement réservé aux personnes averties nommément désignées.

La distance entre deux installations sera suffisante pour éviter toute interférence de trajectoire des unes et des autres.

En cas d'utilisation d'appareils manuels un soin tout particulier sera apporté à l'édification de protections absolues protégeant l'opérateur des tirs directs et indirects. Ce bouclier sera recouvert de matériaux isolants (terre, paille compressée etc.) afin d'éviter tout ricochet. Une procédure sera mise en place pour éviter toute sortie intempestive de l'opérateur (drapeau, voyant etc.).

Art 7 : Les armes et leurs munitions

Seul l'usage de munitions du commerce chargées de 28g de grenaille est autorisé. Le tir de grenaille de fer est interdit (ricochets) et le tir à balle est totalement prohibé (pas de tir sur sanglier courant). L'usage d'artifices de dispersion est interdit.

Tous les fusils de chasse ou de tir, munis d'une crosse sont autorisés à condition que la longueur des canons ne soit pas inférieure à 60 cm et que le calibre ne soit pas supérieur au calibre 12. Les fusils à pompe ne sont pas autorisés. Les caméras montées directement sur le fusil sont interdites.

Les tireurs participants devront être en règle avec la législation en vigueur (détention, transport etc.)

Art 8 : Assurances

Elles sont obligatoirement de deux types :

➤ La responsabilité civile des organisateurs et exploitants couvrant les risques encourus par eux-mêmes, leurs préposés, les responsables et leur personnel.

➤ La responsabilité civile des participants considérés comme tiers entre eux. L'obligation d'assurance sera satisfaite par les tireurs titulaires d'une licence FFBT en cours de validité.

Les critères et garanties de ces assurances devront être conformes aux dispositions des articles en vigueur du code du sport (D321-1 à D321-5).

Attention : Les assurances « chasse » ou autre sport, s'avèrent souvent inadaptées à ce genre de manifestation. La mention précisant que le titulaire est assuré pour la pratique du ball-trap doit être obligatoirement mentionnée sur l'attestation d'assurance présentée pour être considérée comme valable lors de cette manifestation.

L'organisateur pour respecter ces conditions pourra demander l'assistance de la FFBT. Il lui suffira de s'engager à délivrer à tous les participants une assurance ponctuelle et nominative dite « attestation journalière réservée à la pratique du ball-trap temporaire » dans le cadre du contrat d'assurance fédérale. Il sera alors couvert par une assurance responsabilité civile organisateur gratuite de la FFBT.

Art 9 : Sécurité sur le stand

La sécurité sur le stand est placée sous l'autorité d'un ou plusieurs responsables désignés d'avance. Certains critères doivent être impérativement respectés :

- Transporter les armes assurées (ouvertes et désapprovisionnées).
- Aucune bretelle n'est admise.
- Les armes ne pourront être approvisionnées que sur les pas de tir et armées uniquement en direction de la zone de tir.
- Les tirs ne peuvent se faire qu'avec l'arme épaulée.

Les numéros d'appels téléphoniques des services d'urgences seront affichés en plusieurs lieux. L'organisateur devra s'assurer qu'un moyen de communication est opérationnel sur le site et qu'au moins une voie d'accès est en permanence disponible.

Art 10 : Autorisation

Le ball-trap est un sport pratiqué sous l'égide de la FFBT.

Sur présentation du formulaire de demande correctement et complètement rempli et accompagné d'un chèque de 15 € et d'une enveloppe retour correctement affranchie, les représentants locaux de la FFBT (comités départementaux ou ligues) ou à défaut la FFBT pourront autoriser ou non cette compétition en fonction des critères définis ci-avant :

- Organisation, assurances et sécurité font l'objet d'un avis technique.
- Montant des prix, lots et récompenses supérieurs à 3000 € font l'objet d'un agrément.

Art 11 : Réserves

Le présent document traite uniquement les mesures liées à la pratique du ball-trap occasionnel.

En conséquence, l'organisateur ou l'exploitant devra faire son affaire personnelle pour l'obtention des autorisations complémentaires concernant les activités annexes (buvette, restauration, parking, droits divers, etc.) et se conformer aux prescriptions locales et réglementaires relatives à cette activité. Il devra respecter également les normes d'hygiène et de santé publique concernant les réunions sportives.